



Indre-et-Loire

1^{er} Octobre : Non au projet de loi santé « Touraine »

Salaires, Emplois, Sécurité Sociale, Accès aux Soins

**Appel CGT-FO-SUD à une grève nationale le 1er Octobre 2015 pour le retrait du projet de
Loi « Santé » et contre l'austérité budgétaire**

Alors que la loi « Santé » passe en procédure accélérée au Sénat (fin septembre/début octobre), nos organisations réunies en intersyndicale font le même constat de sa dangerosité dans un contexte de réduction des dépenses publiques et sociales, de fermetures de lits, d'aggravation des conditions de travail dans le secteur sanitaire, social et médico-social, sur fond de graves problèmes d'accès aux soins dans le pays.

Le projet de loi « Santé » de Mme TOURAINE s'inscrit dans le cadre du pacte de responsabilité qui organise l'austérité budgétaire. Les conséquences de ces mesures sont incompatibles avec les besoins de la population. Par ailleurs, ce projet s'attaque à la Sécurité Sociale et à la place centrale de l'hôpital public. Il envisage de retirer à la Sécu ses pouvoirs d'organisation du système de soins pour le transférer aux ARS.

La loi « Santé » et les mesures du plan triennal de 3 milliards d'économies, décidées dans le cadre du pacte de responsabilité, ce sont : 22 000 suppressions de postes, les regroupements forcés d'établissements au travers les Groupements Hospitaliers de Territoires (GHT), la remise en cause des jours RTT, des avancements d'échelons et des

promotions de grades auxquelles il faut ajouter le gel de la valeur du point d'indice depuis 2010 et jusqu'en 2017 au moins.

La situation est tellement intenable que même les représentants des établissements hospitaliers appellent à résister en s'opposant aux injonctions des ARS qui visent à supprimer des milliers de lits.

C'est pour cette raison que le projet de loi « Santé » doit être retiré. 70 ans après sa conquête, la Sécurité Sociale est attaquée comme jamais, alors qu'au contraire, les situations dramatiques d'accès aux soins exigent la préservation de notre système de protection sociale, issue de la sécurité de 1945 et que soient augmentées très fortement ses ressources.

Le Pacte de « Responsabilité » va amputer 10 milliards d'euros aux budgets de santé au moment où les politiques de santé pourraient être un atout majeur en termes de développement du service public en proximité, d'emplois créés, de qualifications et de salaires. **La Santé n'est pas une dépense, mais une richesse, un investissement pour le bien-être de la population et de l'économie. Il est criminel de restreindre l'offre de soins.**

NOUS EXIGEONS

- **LE RETRAIT IMMÉDIAT du projet de la Loi « Santé » !**
- **LE RETRAIT du Pacte de « Responsabilité » !**
- **NON aux 22 000 suppressions de postes**
- **NON aux soins « Low-cost »**

PAS TOUCHE à la Sécu et au Système Public de soins :

- **NON aux fermetures de lits et de services**
- **OUI aux embauches massives dans la santé, le social et le médico-social**
- **TITULARISATION de tous-tes les contractuels-les**
- **OUI à l'augmentation générale des salaires**

RASSEMBLEMENT à Tours

37 place de la préfecture à partir de 15h00